

(P.1)

Crise politique: à quand l'électrochoc?

Voilà tout juste un an que le gouvernement démissionnaire d'Yves Leterme a été



Pascal Delwit, politologue.

chargé par le Roi d'expédier les affaires courantes. Depuis plusieurs semaines, l'impasse politique est complète. Ce qui a eu pour conséquence de pousser les ministres fédéraux à multiplier les décisions importantes: le bud-

“

Une crise bancaire comme celle de septembre 2008 pousserait sans doute à vite constituer un gouvernement.

get, l'accord interprofessionnel, la guerre en Libye... Pour Hugues Dumont, constitutionnaliste aux Facultés Saint-Louis, le gouvernement a pris quelques libertés avec la notion d'affaires courantes... *«Je comprends que le gouvernement souhaite offrir une façade rassurante vis-à-vis de l'extérieur, mais je suis un peu mal à l'aise au niveau des principes. [...] On est à la limite et même un peu au-delà.»*

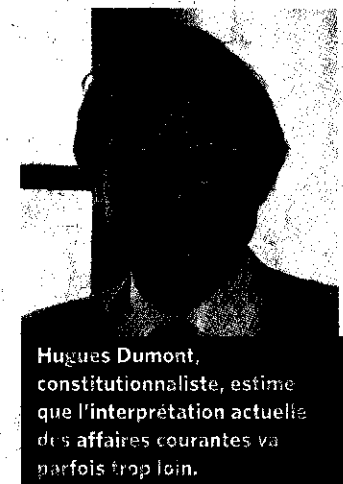
L'ULTIMATUM DE LA N-VA...

Désormais, la mission du médiateur royal Wouter Beke pour voir si un accord entre les parties est possible et donc, in fine, sortir des affaires courantes entre dans une nouvelle phase de turbulences

annoncées. La N-VA a lancé un ultimatum pour fin avril, menaçant de se retirer des (timides) négociations sur la réforme de l'État si les choses ne bougent pas. Si le parti nationaliste venait à exécuter cette menace, l'attitude du CD & V sera alors décisive.

... ET CELUI DE S&P

Mais une autre menace plane aussi sur la Belgique: celle de Standard & Poor's (S&P). L'agence de notation financière envisage d'abaisser la note de notre pays en l'absence d'un nouveau gouvernement, ce qui aurait des conséquences financières très lourdes. Cet ultimatum-là expire en juin. Selon Pascal Delwit, politologue à l'ULB, il faudra



Hugues Dumont, constitutionnaliste, estime que l'interprétation actuelle des affaires courantes va parfois trop loin.

peut-être un tel électrochoc extérieur pour débloquer la crise. ■

► Lire en pages 2 et 3

Un an de crise... et les affaires courent toujours

Les scénarios de sortie de crise sont aussi toujours les mêmes. Avec pour chacun, le même élément clé: la N-VA.

INTERVIEW
Anaïs Sorée

« Une situation exceptionnelle », voilà comment qualifie Pascal Delwit, politologue à l'ULB, les 365 jours passés à gouverner en affaires courantes. Car aujourd'hui, la Belgique « fête » un anniversaire. Cela fait pile poil une année qu'Yves Leterme a démissionné et qu'à défaut d'un accord de gouvernement, il continue de prêter en sa qualité de Premier ministre. Sacré préavis. Et ce n'est pas fini.

Car les affaires courent toujours. « Personne n'aurait pu parler sur ce phénomène politique actuel, même après l'annonce des résultats de juin 2010 », commente encore Pascal Delwit. Pour ceux qui auraient décroché (après un an, ça se peut comprendre), les dernières élections ont mis face à face Bart De Wever (N-VA) et Elio Di Rupo (PS), les deux grands vainqueurs. « Ce résultat est à beaucoup d'égards antinomique », estime le politologue. Autant dire que les négociations sont difficiles. D'ailleurs, parviendront-ils un jour à se mettre accord sur une réforme de l'État? Quelles sont les perspectives actuelles? Pascal Delwit évoque trois scénarios.

► Premièrement, le statu quo. Et si on en restait là? Après tout, voilà un an que le pays parvient à fonctionner avec un gouvernement en affaires courantes. Le pays a d'ailleurs une croissance économique qui dépasse la moyenne européenne. Mais c'est bien là le nœud du problème. Car « il faudrait qu'il y ait un élément externe qui affecte profondément l'État pour mettre un coup de pres-



© Sofie Van Hoof

Pour Pascal Delwit, une forte contrainte pourrait pousser le pays à former un nouveau gouvernement.

sion sur les négociateurs. Par exemple, si on devait à nouveau connaître une crise bancaire comme celle de septembre 2008, je suis sûr qu'un nouveau gouvernement serait vite reconstitué », imagine l'analyste politique.

Donc, le pays a besoin d'une contrainte (plutôt de type économique) pour avancer. La dégradation de sa note par Standard & Poor's, par exemple? Réponse en juin. D'ici là, si on continue les affaires courantes, il y en a un qui risque de faire la moue: Bart De Wever. Car tant qu'on reste avec l'ancienne équipe, « elle ne sait pas tirer profit de son poids électoral dans les décisions du gouverne-

« Une éventuelle dégradation de la note de la Belgique pourrait la pousser à constituer un gouvernement ». P. Delwit

ment. Le dossier du budget et de l'accord interprofessionnel ont ainsi plus que titillé la N-VA », note Pascal Delwit.

► De plus, d'après les sondages, le parti nationaliste fait encore plus d'adeptes aujourd'hui qu'en juin dernier. En cas d'appel aux urnes,

il en ressortirait donc plus fort. De quoi pousser vers des élections anticipées? « Attention car celui qui provoque les élections anticipées le paie toujours parce que cela n'est pas très apprécié de la population. »

La N-VA doit donc la jouer fine-

ment pour ne pas apparaître comme le parti responsable de ces élections. Et puis, il faut aussi que les francophones acceptent de voter la dissolution de la Chambre. Geste auquel ils sont actuellement opposés.

► Pour peser de tout son poids sur le pays, la seule option qu'il reste à Bart De Wever est donc de trouver un accord. « Toutes les données sont connues et ont déjà été validées par des experts. Pas besoin d'une nouvelle méthode ou d'un nouveau médiateur. Ce n'est plus qu'une question de volonté politique. » Reste une question: la N-VA a-t-elle véritablement envie d'aboutir? ■

Les affaires courantes n'en ont plus que le nom

Oyez, oyez: la Belgique franchit aujourd'hui le cap formel d'une année sans gouvernement (de plein exercice). L'exécutif démissionnaire présente un bilan étoffé. Plus épais même, ricant certaines mauvaises langues, que lorsqu'il avait les pleins pouvoirs. Son travail s'est accéléré au fur et à mesure que la crise politique s'éternisait. Leterme et ses ministres ont gardé le pied sur la pédale de frein jusque fin 2010. Ils ont essentiellement géré, avec succès, la présidence belge de l'Union européenne. Ils ont ensuite franchement poussé sur le champignon. Au point que de nombreux observateurs – et la N-VA en premier lieu – jugent qu'ils outrepassent allègrement les « affaires courantes ».

► **Budget.** Sans efforts surhumains, profitant à fond d'une reprise économique plus forte que prévu, le gouvernement a ramené le déficit à 3,6 % cette année, soit 0,5 % de mieux que prévu dans le Programme de stabilité 2010. Il a aussi déposé à la Commission européenne un budget pluriannuel et un « programme national de réformes », à savoir les actions prioritaires que les pouvoirs publics doivent entreprendre afin d'atteindre une série d'objectifs européens (hausse du taux d'emploi, de la recherche, baisse de la pauvreté, etc) à l'horizon 2020.

► **Accord interprofessionnel (AIP).** Début février, les bases de deux syndicats (FGTB et CGSLB) rejettent l'AIP scellé péniblement quelques jours plus tôt par leurs leaders avec le patronat. Résultat: le gouvernement intervient. Il décide de maintenir l'indexation au-

tomatique des salaires, de fixer une stricte norme salariale de 0,3 % (hors index) pour 2011-2012, de pérenniser le chômage économique des employés, de rapprocher les préavis des ouvriers et des employés... Tout sauf anodin.

► **Finances.** La structure pour la surveillance bancaire et financière a été réformée. Depuis le 1^{er} avril 2011, c'est la BNB qui exerce le contrôle à la fois micro-prudentiel et macro-prudentiel.

► **Secret bancaire.** Il sera assoupli. En vertu du nouveau dispositif, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet prochain, le fisc pourra plus facilement demander une levée du secret bancaire et consulter le futur fichier central des comptes bancaires. En contrepartie, on introduit le principe de la transaction judiciaire qui permet aux fraudeurs présumés de s'acquitter des sommes éludées.

► **Nominations.** Le gouvernement a procédé à une série de nominations. La plus emblématique? Celle de Luc Coene, étiqueté Open VLD, successeur de Guy Quaden comme gouverneur de la BNB.

► **Mais encore...** La réforme du travail étudiant, la pérennisation de la TVA à 6 % dans les logements anciens, la création de places pour les demandeurs d'asile, la réduction de la durée des études en médecine... Autant de décisions prises ces dernières semaines par le fédéral.

► **Libye.** Et pour finir, qui diriez-vous d'une petite guerre? Fort du soutien, quasi unanime, du Parlement, l'exécutif a envoyé nos F-16 mitrailler les chars et les troupes de Khadafi. ■ A.N.X

J'Geko - 26/04 - P.3